

Macron et le Medef veulent « redémarrer » la machine à profits... et nous conduisent dans le mur

Le 11 mai, tous au travail ! Déconfinement pour les « actifs » et réouverture progressive des écoles pour libérer les parents... C'est la principale annonce de Macron lundi soir : « permettre au plus grand nombre de retourner travailler, redémarrer notre industrie, nos commerces et nos services »... Les entreprises vont bénéficier de nouvelles largesses et exonérations.

L'aide aux entreprises passée de 45 à 100 milliards la semaine dernière va encore être augmentée. Des milliards que le gouvernement va emprunter aux banques... creusant la dette publique que financiers et gouvernement comptent bien nous faire payer.

Sur toute la planète, les gouvernements cherchent à faire redémarrer la production, limiter la récession engagée à l'échelle mondiale et contenir le recul des places financières.

Personne ne sait si la production trouvera preneur sur le marché... Mais il faut que ça tourne ! Car en système capitaliste, un ralentissement de la production, y compris de produits bien peu utiles, se transforme rapidement en crise économique.

Samedi, Geoffroy Roux de Bézieux, président du MEDEF, est repassé à l'offensive pour exiger de travailler plus. Il faudra « bien se poser la question tôt ou tard du temps de travail, des jours fériés et des congés payés pour accompagner la reprise et faciliter, en travaillant un peu plus, la création de croissance supplémentaire ».

Aussitôt soutenu par la CPME : « qu'est-ce que je peux faire moi, en tant que salarié, pour donner à mon pays ce qu'il m'a donné dans un moment difficile... parce que la dette sera tout sauf virtuelle ». Devant le tollé, le Medef a pour l'instant fait machine arrière : « le débat est clos, d'une certaine manière, car les syndicats ont tous répondu plus ou moins fortement qu'il n'en était pas question ». Mais le patronat ne pense qu'à ça, et dans nombre d'entreprises, la pression est forte pour que les salariés reprennent le

travail, chantage et vol des congés payés à l'appui.

Macron et le patronat poursuivent leur offensive, à grand renfort d'appel à l'union nationale, de morale culpabilisante et de flicage. Après le déploiement policier pour « contrôler » le



Sommaire

- 2 Ouverture des écoles le 11 mai ? Pas question de laisser mettre en place une poudrière virale !
- 3 Education : accueil des enfants de soignants. Cynisme, incompetence et opacité : la hiérarchie disqualifiée
Concours et confusion
- 4 CHU : les masques et la propagande officielle
La santé privée : garantir les profits avant tout...
- 5 Monnaie de Pessac : Risquer notre santé pour fabriquer des pièces ou des médailles... Pas d'accord
SNCF : Non au vol de nos 5 jours de repos !
- 6 Plateforme Industrielle Courrier (PIC) : Double peine pour les salariés au travail
- 7 Numérisation dans le travail social... un progrès, vraiment ?
- 8 Relocaliser : une priorité ou un leurre ?
- 9 Complotisme : le virus qui se propage sur Internet
A lire. À la ligne. Feuilles d'usine de Joseph Ponthus

confinement, il essaie de nous préparer au « *tracking numérique* », « *au volontariat* » bien sûr, qui à défaut de chasser le virus rendra compte de tous nos mouvements.

Prendre le contrôle de la société

Cette politique contre les classes populaires et les travailleurs ne fait qu'aggraver la crise globale, internationale, sanitaire, économique et sociale. Déjà, le chômage explose dans de nombreux pays. Dans les pays pauvres, l'épidémie en train de se répandre provoque des drames immenses alors que des décennies de pillage, d'exploitation ont plongé les populations et les travailleurs dans un dénuement total.

Face à cette catastrophe, nous ne pouvons partout compter que sur nos solidarités, nos luttes pour préparer un autre monde, imposer notre contrôle sur la production et la marche de la société.

Pour que l'industrie de la santé ne soit plus une rente pour le capital, pour organiser à l'échelle mondiale la production des médicaments, des matériels médicaux, la recherche, il faudra exproprier, réquisitionner les multinationales qui les contrôlent aujourd'hui.

Face à la crise financière, économique, sanitaire, écologique, il nous faudra imposer des mesures autoritaires contre la finance, l'annulation de la dette publique, la fermeture des marchés financiers, la mise en place d'un monopole public bancaire sous le contrôle des travailleurs et de la population.

La crise actuelle accuse le système capitaliste et révèle sa faillite. Elle pose de façon urgente la question de qui décide dans la société, la nécessité d'un nouveau pouvoir, démocratique, issu des luttes des travailleurs. Elle met à l'ordre du jour la question de la transformation révolutionnaire de toute la société.

Mardi 14 avril

Dans l'éducation

Ouverture des écoles le 11 mai ?

Pas question de laisser mettre en place une poudrière virale !

En annonçant la réouverture des crèches, écoles, collèges et lycées le 11 mai, mais pas de l'enseignement supérieur, Macron a fait la démonstration une fois de plus que ses objectifs n'ont rien à voir avec la santé publique : il est bien plus évident de faire respecter les gestes barrières et la distanciation sociale à des étudiants jeunes adultes... qu'aux enfants, adolescents et aux plus petits dans les maternelles.

Macron et son monde assument leur but, comme il l'a déclaré lundi soir : « *permettre au plus grand nombre de retourner travailler, redémarrer notre industrie, nos commerces et nos services* ». Leur problème est de faire accepter que pour eux, la finalité de l'école est d'abord de garder les enfants des travailleurs... pour qu'ils puissent retourner massivement au boulot, relancer d'urgence la machine économique, au moment où la récession s'engage et où les Bourses chutent.

Face à la colère qui s'est immédiatement exprimée, Blanquer a commencé un rétropédalage mardi matin, en précisant

Qui peut accepter un retour au travail le 11 mai dans les écoles sans être sûrs qu'il y aura en quantité suffisante le matériel



nécessaire pour protéger les élèves et les travailleurs de l'éducation, tests, masques, désinfectants. Il n'y aura pas non plus assez de personnel pour nettoyer régulièrement les locaux, alors que chaque classe, cours de récréation, cantine, salle des profs, sont autant de pouponnières à virus.

Cynique, Macron a déclaré aussi « *la situation actuelle creuse des inégalités. Trop d'enfants, notamment dans les quartiers populaires et dans nos campagnes, sont privés d'école sans avoir accès*

que « *le mot progressif est très important parce qu'il est évident que tout ne va pas se passer du jour au lendemain* » et que le retour à l'école ne « *sera pas obligatoire le 11 mai. Encore une fois, c'est un retour progressif donc il va y avoir là aussi beaucoup d'aménagements c'est évident* », évoquant l'objectif « *qu'entre le 11 mai et le 4 juillet, nous ayons réussi cette resocialisation* ». Quelle confusion...

au numérique et ne peuvent être aidés de la même manière par les parents ». L'hypocrite, lui qui poursuit depuis des années la casse de l'école, et qui a laissé entendre depuis un mois qu'il pouvait y avoir une « *continuité pédagogique* », en se moquant pas mal des jeunes laissés sans lien avec l'éducation.

Avec Blanquer, ils ont l'intention aussi de profiter de cette situation pour « *aménager des règles particulières : organiser*

suite page 3

suite de la page 2

différemment le temps et l'espace », et si possible en associant les syndicats qui voudraient en discuter. Sous couvert de faire face à la crise sanitaire, se dessinent des attaques par la réorganisation du travail. On imagine bien les scénarios : temps de travail rallongé sur la semaine pour étaler la présence des élèves, poursuite du travail à distance pour faire des rotations

d'effectifs avec moins d'élèves par classe, etc.

Face à ces déclarations de guerre, la colère grandit, les discussions sont en cours, parmi les enseignants, dans les collectifs, au sein des syndicats, pour nous donner les moyens d'agir collectivement le 11 mai et après...

François Minvielle

Education : accueil des enfants de soignants Cynisme, incompetence et opacité : la hiérarchie disqualifiée

De 500 la première semaine, le nombre d'enfants de soignants accueillis dans les écoles, augmenté de ceux d'autres professions (forces de sécurité intérieure, gendarmes, policiers et pénitentiaires) est monté à 800 élèves aujourd'hui en Gironde.

A l'issue de 4 semaines de fermeture des écoles et de confinement, les conditions de cet accueil continue de poser problème. Les enseignants et agents municipaux ont dû se battre pour que les conditions sanitaires soient au minimum acceptables. Alors que Macron nous annonçait sur les médias que nous étions en guerre, les « soldats » partaient au front sans armes et sans munitions. Les nombreux enseignants volontaires n'avaient pas de masques, les stocks des écoles ayant été rendus pour les soignants prioritaires. Ils n'avaient que les « gestes barrières » et le « respect des distances » dont on sait bien ce qu'ils valent avec de jeunes enfants. Aucun protocole centra-

lisé de l'éducation nationale n'était mis en place, et comme pour la « continuité pédagogique », c'est les initiatives et la coordination des personnels eux-mêmes qui ont permis cet accueil au mieux, avec quelques masques pour ceux qui ont pu se débrouiller à s'en procurer auprès des municipalités. Jusqu'à la semaine dernière, et tant que durait la pénurie, les consignes officielles disaient toujours que l'on pouvait s'en passer. La hiérarchie et son représentant, le DASEN (directeur académique), ne tarissent pas d'éloges sur le dévouement des enseignants. Il a eu le cynisme de vanter dans *Sud-Ouest* « l'autonomie et la responsabilité des enseignants, au service d'un enjeu collectif et d'intérêt général très fort et bien compris », alors que face à l'impréparation et l'indifférence de la hiérarchie, auxquelles s'ajoutent l'opacité sur la situation réelle, il a bien fallu ne compter que sur nous-mêmes. L'éducation nationale s'est aujourd'hui alignée sur les directives du

ministère de la santé au sujet des masques, mais le DASEN a du mal à prendre le virage et continue à mettre en avant les gestes barrières et l'hygiène.

Il y a maintenant plusieurs collègues et personnels municipaux qui présentent les symptômes du coronavirus. Et là encore, pour une école de Cenon, par exemple, tous les personnels travaillant dans l'école n'ont pas été prévenus, de même que les familles. L'administration a laissé des familles sans solution de garde suite à la mise en quarantaine des personnels touchés, alors que les locaux et les volontaires ne manquent pas. Elle masque son incompetence par un manque total de transparence, qui aggrave le danger de contamination.

Pour nos conditions de travail, comme pour notre santé, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, sur notre solidarité de salarié-es.

Christine Héraud

Concours et confusion

À l'approche de chaque année arrivent les épreuves écrites tant attendues ou redoutées. Les concours viennent dans une large mesure sanctionner la capacité des étudiants à se fondre dans des attendus, que certains auront eu la chance d'acquiescer de par leur milieu social ou le temps qu'ils peuvent consacrer à la préparation. Malgré des modalités d'évaluation prônant l'égalité (anonymat, épreuves communes, doubles corrections...), on en est loin et la crise sanitaire actuelle aggrave les choses.

La majeure partie des épreuves écrites aurait dû se tenir lors des mois de mars et avril : elles sembleraient être reportées en juillet... Mais les autorités ministérielles ne savent absolument pas, depuis plus d'un mois, émettre des modalités concrètes d'évaluation. Aucune alternative n'est non plus proposée aux étudiants par les institutions universitaires.

Quant aux enseignants devant assurer une certaine continuité

pédagogique à leurs étudiants... ils sont eux-mêmes soumis aux obligations qui leur incombent : généralement professeurs pour d'autres niveaux, ils ont eux-mêmes du mal à s'adapter et disposer du temps nécessaire pour assurer des cours ou des corrections à leurs étudiants. Parallèlement les bibliothèques demeurent fermées.

Joli cocktail plongeant les étudiants dans un sentiment d'abandon et d'impuissance, des conditions idéales ! Et pour les préparateurs du CAPES, l'optique radieuse du télé-enseignement si disruptif et efficace ne peut qu'accentuer leur optimisme... !

Mais le temps de confinement met avant tout en exergue les inégalités : précarité financière, travail, enfants à charge, accès à Internet, accès aux ressources de préparation, conditions d'hébergement, conditions de cohabitation, mise en œuvre de continuité pédagogique...

Achille

CHU : les masques et la propagande officielle

Le directeur général du CHU de Bordeaux, Yann Bubien, aime les media... Très actif sur twitter, facebook, toujours prêt à inviter la presse, à répondre à un micro ou à se glisser devant une caméra, l'ancien chef de cabinet de Buzyn... et de Bachelot... a un certain savoir faire.

Et chose extraordinaire, pour lui tout va (presque) bien ! S'il a dû convenir le 7 avril sur France Bleu « nous avons des difficultés d'approvisionnement en matériel » alors que le personnel dénonçait la consigne de laver les sur-blouses en papier pour tenter de les réutiliser... c'était pour se réjouir aussitôt que le CHU ne soit pas débordé : « la situation est maîtrisée. Nous sommes préparés depuis longtemps ». Et il jurait ses grands dieux : « Pour les masques de protection le problème ne se pose plus ». Des déclarations qui ont fait bondir et révolté dans les services.

Car encore aujourd'hui, dans le « premier » CHU de France, « préparé depuis longtemps », une grande partie des personnels administratifs, d'entretien, techniques, ouvriers... ou encore les techniciens de laboratoire ne disposent pas de masques. Ni FFP2, ni chirurgicaux, ni même en tissu !

Tous les experts et autorités médicales préconisent le port systématique du masque pour toutes et tous dans la rue, les transports, les commerces... La mairie de Bordeaux et la Métropole ont annoncé avoir commandé 800 000 masques en tissus pour équiper la population... En mal de publicité, Bubien et Florian, maire de Bordeaux, posaient même masqués devant les caméras sur le parvis de la gare Saint-Jean le 10 avril dernier...

Mais au CHU, depuis le début de la crise, des milliers de salariés, visage nu, empruntent les mêmes couloirs, les mêmes ascenseurs que les soignants et les malades, travaillant le plus souvent dans des locaux où ne peut être respectée la fameuse « distanciation », cela malgré les multiples alertes et dénonciations des syndicats.

Mais de ça, pas question d'en parler pour ce pro de la com !

Isabelle Ufferte



Bubien (2ème à partir de la droite) et Florian (3ème) posant masqués le 10 avril sur le parvis de la gare St Jean, pendant que Samu, médecins, infirmiers réceptionnaient 24 patients de réanimation du Grand Est.

La santé privée : garantir les profits avant tout...

Alors que les hôpitaux publics du Grand Est et de la région parisienne surchargés sont obligés d'envoyer les patients intubés/ventilés dans les régions moins impactées comme ici, les patrons des cliniques privées n'ont pas attendu pour se faire entendre et préparer la suite.

La plupart des établissements du privé tournent au ralenti ; l'annulation des interventions non urgentes à la demande de l'Etat a un impact sur l'activité des cliniques et donc sur le chiffre d'affaires... pour ces établissements dont l'activité principale, rentabilité oblige, est la chirurgie, notamment ambulatoire.

Si fin mars le président de la FHP, Lamine Gharbi, déclarait : « J'appelle les professionnels de santé encore disponibles, dans les cliniques privées et ailleurs, à répondre au plus vite aux demandes de solidarité lancées par les régions les plus en difficulté... », des voix s'élèvent maintenant pour demander des compensations financières. Après les avances sur trésorerie de la CPAM, des reports des échéances URSSAF et des emprunts, les patrons réclament une compensation des pertes de chiffre d'affaires par rapport à 2019.

Ces mêmes établissements n'hésitent pourtant pas à demander la mise en place du chômage partiel, d'imposer des jours de congés aux salariés au lieu d'organiser la mise à disposition des volontaires vers le secteur public.

Ces établissements qui appartiennent pour la plupart à des groupes comme Elsan avec des actionnaires comme la famille Bettencourt, Vivalto et les banques BNP, Crédit agricole, Crédit mutuel, ainsi qu'un fond d'investissement des Émirats arabes unis, Ramsay Santé et une filiale du Crédit agricole, ont fait des dizaines de millions de bénéfices ces dernières années.

La crise du Covid 19 révèle l'urgence de l'expropriation de toutes les cliniques privées, l'arrêt de toute activité libérale dans les établissements de santé, qui doivent plus que jamais échapper à la logique marchande et à toute recherche de profits.

Pas question de verser un centime d'argent public aux propriétaires et actionnaires des établissements privés : qu'ils prennent sur leurs profits !

Isabelle Larroquet

Monnaie de Pessac

Risquer notre santé pour fabriquer des pièces ou des médailles... Pas d'accord

La semaine dernière, la direction a annoncé les mesures qu'elle compte prendre suite à la pandémie. Alors que l'usine est arrêtée depuis le 16 mars, elle saisit l'occasion des ordonnances et de la loi d'urgence sanitaire mise en place par le gouvernement pour contourner le code du travail et nos droits.

Elle impose ainsi à tous les salariés, même ceux en télétravail, de consommer 5 jours de RTT durant le mois d'avril, au motif que les salariés auraient « trop de jours de congés » après le confinement alors qu'il y aura « plus de travail »... Mais la direction ne sait rien de l'état des commandes, en particulier celles prévues pour les pays étrangers touchés eux aussi par la pandémie. Qu'importe, tout ce qu'elle veut, c'est nous piquer des jours de RTT, c'est toujours ça de pris !

Elle a aussi annoncé son refus du paiement à 100 % des salaires pour le chômage partiel. Alors que l'Etat et l'Unedic financent entièrement la mesure, elle ne paiera que le strict minimum de 84 % du salaire net et annonce un simple lissage des salaires à hauteur de 90 % du net pendant le confinement... et après, le temps de récupérer le « trop versé » pendant le chômage partiel. Par contre, l'essentiel des cadres qui sont en télétravail, et pas très débordés vu l'arrêt des sites de Paris et Pessac, auront 100 % de leur paye !

Pour justifier sa décision, la direction de la Monnaie avance un argument plus que douteux : étant son propre assureur chômage, elle se verrait obligée de mettre 28 % de sa poche dans le chômage partiel ! Une horreur... sauf qu'il ne s'agit sur le fond que de ses cotisations chômage qu'elle a obligation de payer comme n'importe quel

employeur. Si la Monnaie fait le choix, comme nombre d'entreprises publiques ou semi-publiques, de ne pas adhérer au régime d'assurance chômage de l'Unedic, c'est qu'elle y trouve son compte. Elle a de quoi nous payer à 100 %.

Enfin, la direction cherche à redémarrer de l'activité, en cherchant des « volontaires », en appelant des salariés chez eux, en avançant la prime de 1000 € qui commence à ressembler à une « prime de risque » avec notre santé !

Comme dans l'automobile ou l'aéronautique, elle a mis en place un « protocole de continuité d'activité ». Elle a même communiqué largement au personnel, en expliquant qu'elle avait intégré « les remarques qui ont été formulées par les deux Commissions Santé Sécurité et Conditions de Travail, qui ont participé aux visites de contrôle sur place » ... Un beau mensonge par omission, passant sous silence le vote contre des élus de la commission sur l'usine de Pessac ! En fait, ce fameux « protocole » ne comprend que du blabla, disant au personnel tout ce qu'il doit faire mais sans mesures particulières de la

part de la direction. Elle se contente de fournir des gants et des masques (il semble qu'elle ait moins de mal à en obtenir que les hôpitaux !), sans même prévoir une désinfection régulière des locaux tout au long de la journée.

Alors que le confinement est prolongé et que l'épidémie est loin d'être maîtrisée, la direction veut relancer la production, nous faire prendre des risques complètement absurdes, comme s'il était urgent de relancer les ventes en ligne de médailles ou la fabrication de pièces aujourd'hui ! Volontaire ou pas qu'importe, c'est inacceptable et irresponsable.

Laurent Delage



SNCF Non au vol de nos 5 jours de repos !

La pandémie se répand à la SNCF comme ailleurs. Il y avait déjà 1500 cas de covid fin mars, et dans la semaine du 30 mars, le nombre de cas chez les cheminot.e.s a doublé.

Que faire alors, et comment organiser le travail ?

Bien évidemment, avec les patrons SNCF, la question ne se pose jamais sous un angle démocratique. Eux, les patrons, décident avec le soutien du gouvernement,

de faire payer la crise aux travailleurs. Et la réponse ne s'est pas faite attendre.

La pose obligatoire de 5 jours de repos sur la période du mois d'avril a été imposée à tous les cheminots, à peine quelques jours après la mise en place du confinement !

Ici et là, chez nos collègues, les réactions diffèrent... Il faut dire que la machine médiatique est à l'œuvre. Et les distanciations sociales découlant des mesures de confi-

nement nous éloignent de nos collègues et ne permettent pas les discussions.

« Faire un petit geste », « question de solidarité avec le personnel soignant », « vous vous tournez les pouces » : on nous répète tous ces petits mots détournés de leurs sens pour faire culpabiliser nos collègues. Les petits chefs sont à la manœuvre par mails, appels visio, coups de téléphone, pour porter ces éléments de communication.

suite page 6

suite de la page 5

Un grand nombre d'entre nous sommes contre, et nous sommes légitimes de nous défendre, surtout si l'on se pose la question de la responsabilité de cette crise. Elle revient entièrement aux capitalistes et aux politiques d'austérité de tous les gouvernements qui les ont servis. On le voit particulièrement avec la catastrophe sanitaire due au manque de lits, de protections individuelles (masques, gants,

gels), de dépistages, qui nous oblige à rester confinés de façon moyenâgeuse chez nous.

Les mots, la sémantique et donc... Ce « petit » sacrifice tel qu'il est présenté, est loin de faire l'unanimité à la SNCF, bien au contraire, surtout dans un contexte de répressions continues contre nos conditions de vie et de travail, dont nos retraites et

contre lesquelles nous venons de faire grève durant deux mois !

Nous demandons à nos collègues de ne pas poser leurs jours, mais il est difficile pour chacun d'entre nous, isolé, seul en « face à face » avec les managers.

C'est aux cheminot.e.s de décider de ne pas risquer leur vie au travail. Elles et ils savent quelles sont les circulations indispensables comme les trains de produits de première nécessité et les trains sanitaires, pas les trains de voyageurs, vecteurs de circulation et de dispersion de la maladie.

Mais pour conduire ces trains, les cheminot.e.s doivent être protégés. Il faut exiger de la direction la dotation de masques ffp2, de gel, l'obligation de distance d'espacement de plus d'un mètre entre les personnes. Et si ce n'est pas le cas, appliquer son droit de retrait et en aviser les élu.e.s du personnel. Nous n'avons pas à mourir pour les profits de la SNCF !

Lionnel

NOTRE SANTÉ, PAS LEURS PROFITS

DROIT DE RETRAIT POUR TOU·TE·S LES SALARIÉ·E·S

 • NPA2009.ORG



Plateforme Industrielle Courrier (PIC)

Double peine pour les salariés au travail

Depuis deux semaines, La Poste a réorganisé son travail en 3 jours consécutifs (pour les centres de tri et les facteurs). De plus, après les droits de retrait, notamment la première semaine, et suite au scandale de la révélation des 24 millions de masques détenus par le groupe (et non distribués aux facteurs, voir encart), dans la grande majorité des bureaux les masques, gants et autre gel hydro alcoolique ont fini par arriver. Alors qu'une majorité de postiers reprend peu à peu le travail, on a pu croire que les conditions de travail, au moins, seraient un peu tranquilles dans cette période de baisse de production. Mais au centre de tri industriel, le voile est vite tombé : il y a effectivement une baisse de trafic postal, mais en concentrant le travail de tri sur 3 jours, La Poste a réussi le tour de force de nous imposer des journées infernales. L'effectif est toujours réduit de moitié par décision du CHSCT, soutenu par la CARSAT, pour éviter au maximum la promiscuité des agents. L'objectif de la direction est donc de faire tourner peu de machines mais à fond plutôt que plusieurs à moitié. Comme pour les camions : c'est plus rentable pour la Poste d'envoyer quelques semi-remorques remplis par semaine que plusieurs fourgonnettes à moitié vides.

Nationalement, un certain nombre de postiers syndicalistes, mais aussi des non syndiqués, se sont retrouvés plusieurs fois

en réunion par visio pour organiser la résistance. De là a émergé une plateforme nationale revendicative et, surtout, de nouveaux contacts entre différentes équipes militantes. Des liens qui pourraient permettre de construire la résistance à La Poste, pour maintenant... et pour après.

Correspondant

La Poste dissimulait 24 millions de masques !

La fédération Sud PTT avait assigné le groupe La Poste en référé concernant la protection des postiers durant l'épidémie. Pour sa défense, son avocat national a produit un document expliquant que La Poste possédait 24,3 millions de masques en stock. Or les postiers n'en avaient pas vu la couleur !

Interpellée par des syndicats, la direction du groupe a tranquillement expliqué qu'elle gardait ses masques sans en faire bruit par crainte de se les faire réquisitionner ! Après le mini scandale, comme par magie, les masques sont arrivés dans les bureaux pour les postiers qui le souhaitent...

Numérisation dans le travail social... un progrès, vraiment ?

Avec cette période de confinement et de télétravail, nous, salariés de différents employeurs et services du secteur du travail social (éducateurs et éducatrices spécialisés, assistants sociaux,...) voyons de grandes différences dans ce qu'on nous demande, même si nous avons pourtant le même financement (le Conseil départemental) et les mêmes missions. Certains services nous appellent encore à venir faire des réunions physiques... Et d'autres plongent à tout-va dans le numérique

en créant des permanences numériques et multiplient l'usage des réseaux sociaux. Ainsi, « être » partout sur le net permettrait de mieux « justifier » notre travail auprès du financeur.

Et cela tombe bien... Car depuis plusieurs années il y a une volonté nationale d'ancrer le numérique dans la pratique des éducateurs. Des journées de formation nous renvoient à des pratiques paradoxales en fonction des services et des professionnels. Comment pouvons-nous mixer relation

éducative dans le réel et relation virtuelle via les réseaux sociaux ? Les éducateurs ont-ils leur place dans la vie privée des jeunes ? N'est-ce pas un espace d'expression qui leur est propre, et qu'ils n'ont pas forcément envie de partager ?

Il est certes important de prendre en compte l'impact du numérique chez les jeunes, mais au point de vouloir s'immiscer sur la toile...

De la même manière, du côté des assistants sociaux, toute instruction de dossier (demandes d'aides financières, demande d'hébergement, dossiers de logement social,...) doit

aujourd'hui suivre un protocole numérique bien précis. Ceci contraint la manière que nous avons d'entrer en relation avec la personne. Du fait du manque de temps, du manque de moyens humains, les entretiens sont de plus en plus directs et impersonnels pour remplir au plus vite les données demandées par les logiciels.

L'abondance de papiers justificatifs, le regard sur les ressources des demandeurs, la succession de questions demandent,

encore et toujours, un effort supplémentaire à la personne, une

mise à nu parfois très éprouvante. Ceci est donc encouragé par le numérique, qu'on nous dit pourtant simplifiant et « révolutionnaire ».

De plus le numérique à tout prix crée de nouvelles formes d'exclusions. Comment font les familles, les personnes qui n'ont ni imprimante, ni Internet, ni ordinateur ?

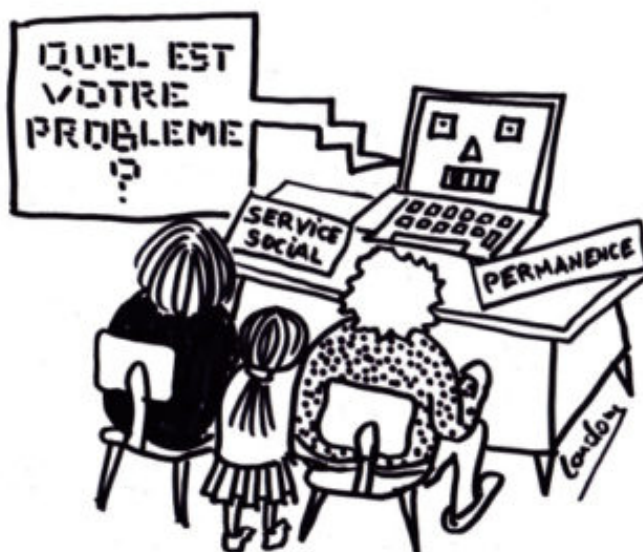
Finalement, à qui profiterait ce travail numérique : aux financeurs, dans une logique de

quantification pour envisager une réduction des coûts et des effectifs d'éducateurs, ou aux jeunes eux-mêmes ?

La banalisation de ce type d'utilisation dans cette période de travail à distance, n'a pour objectif et conséquence que de contrôler la population et de continuer à exclure les personnes victimes du capitalisme. C'est aux travailleuses et travailleurs sociaux et à celles et ceux avec qui ils travaillent de déterminer si et comment le numérique doit être utilisé !

Commission travail social NPA 33

ELABORER UN PLAN NUMÉRIQUE POUR LE TRAVAIL SOCIAL



Confinement oblige, les publications papier du NPA33 sont passées en numérique.

Cette lettre électronique paraît de façon hebdomadaire.

N'hésitez pas à la diffuser autour de vous, à y abonner des amis directement sur npa33.org et à y contribuer.

Pour cela envoyez vos articles, témoignages, réactions à anticapitalistes@npa33.org

Relocaliser : une priorité ou un leurre ?

La crise épidémiologique a mis au grand jour l'incapacité de l'organisation économique mondiale à faire face à l'urgence. En cause, la concentration de bien des productions essentielles, équipements et médicaments, dans des pays comme la Chine. En cause également l'absurdité de ces chaînes de logistique qui déplacent des marchandises d'un bout à l'autre de la planète à seule fin d'assurer les profits maximum, quel qu'en soit le coût environnemental.

Ce système est aujourd'hui en panne partielle, et l'urgence d'en finir avec cette aberration s'impose dans bien des esprits. C'est ce que traduit ce sondage publié récemment par *Les Echos* sous le titre « *Coronavirus : les Français font des relocalisations la priorité de l'après crise* » : selon un sondage, 93 % des personnes interrogées demanderaient que l'exécutif garantisse « *l'autonomie agricole de la France* » ; 92 % qu'il pousse « *la relocalisation des entreprises industrielles* », 91 % qu'il « *favorise la recherche et la production des laboratoires pharmaceutiques français et étrangers dans notre pays* ».

Macron et son gouvernement voudrait nous faire croire qu'ils ont compris la leçon. Le Maire affirmait récemment : « *La relocalisation de certaines productions stratégiques doit être engagée et elle sera engagée* » ; Macron prétendait : « *Il nous faudra demain tirer les leçons du moment que nous traversons, interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile ses failles au grand jour.* »

Ils se fichent du monde ! Tout ce baratin n'a pas d'autre fonction que de nous préparer à l'idée qu'il va nous falloir payer la facture de leur politique de soutien aux profits, en tentant de nous faire croire qu'il s'agirait de reconstruire une « *industrie nationale* ».

Le Maire parle de relocaliser « *certaines productions stratégiques* ». Mais cela supposerait aussi assurer le contrôle de l'ensemble de la chaîne de production, de l'obtention des matières premières aux équipements de production, à l'énergie... Cela n'a jamais été possible à l'échelle d'un seul pays et cela ne l'est pas aujourd'hui.

Beaucoup de démagogues souverainistes font référence au bon vieux temps où la France (comme une poignée d'autres pays, Angleterre, Allemagne, USA) était une grande puissance industrielle, produisant l'essentiel des marchandises consommées sur le territoire. Ils oublient soigneusement que cette prétendue indépendance nationale reposait, en plus de l'exploitation de leur classe ouvrière, sur le pillage des richesses de leur empire colonial et la réduction en quasi esclavage de leurs peuples. Ces « *temps heureux* »-là sont définitivement révolus.

La solution qui est entre nos mains, travailleurs, jeunes, femmes du monde entier, ne peut pas être dans le repli national dans lequel voudraient nous enfermer ceux qui nous gouvernent, ou postulent à le faire comme le Rassemblement National, pour mieux nous faire payer leur crise.

L'économie mondiale telle qu'elle est organisée aujourd'hui est le produit d'un demi-siècle de transformations profondes qui ont établi un immense réseau de collaboration entre les travailleurs du monde entier. Ce réseau de production et d'échange mondialisé revêt aujourd'hui

des formes aberrantes. La cause de ces aberrations, dont on mesure aujourd'hui les conséquences dramatiques, est dans le fait que ce système économique est soumis à la loi du profit et de la concurrence, à la soif sans limite des spéculateurs.

Et c'est contre cette mainmise du capital financier mondialisé que doivent s'orienter nos révoltes et nos luttes : retirer à la poignée de parasites et aux gouvernants qui les servent leur pouvoir de nuisance, en les expropriant ; prendre le contrôle de l'économie mondiale, de façon démocratique, pour en organiser rationnellement la production et les échanges dans le seul objectif de répondre aux besoins de chacun et dans le respect de l'environnement.

Daniel Minvielle



En donnant à la souscription 2020, sur <https://souscription.npa2009.org/>

Complotisme : le virus qui se propage sur Internet

Les catastrophes engendrent toujours leur lot de prétendues théories explicatives, diverses et variées qui se répandent sur Internet. Le coronavirus n'échappe pas à la règle.

De nombreuses vidéos ou messages circulent sur les réseaux tentant d'expliquer que le virus est né dans les laboratoires avec la complicité du gouvernement français ou chinois ou russe ou américain. Certaines soutiennent que cette épidémie est une arme bactériologique contre les peuples créée dans le but d'exterminer une partie de la population. Dans d'autres, la retenue des autorités sanitaires vis-à-vis de la chloroquine serait bien l'exemple que le gouvernement refuse de soigner la population. On y retrouve également le complot juif derrière nos responsables politiques, antisémitisme qui revient, lancinant, depuis le fin fond du Moyen Age. Dans tous les cas, il s'agit de démasquer les « vrais responsables »

aux objectifs malfaisants plus ou moins secrets.

Le succès des théories que l'on peut appeler « du complot » ou « conspirationnistes » s'appuie sur la défiance vis-à-vis des médias et des responsables politiques. Cette défiance est d'autant plus forte dans cette période où les ministres et les

dirigeants et les intérêts qu'ils servent est légitime. Les personnes qui, refusant les « discours officiels », adhèrent à ces théories là passent néanmoins à côté des véritables responsabilités.

Moins extraordinaires, les responsabilités existent et doivent être dénoncées. Ceux qui sont coupables, ce sont les capitalistes et les gouvernements qui les servent pour imposer les logiques de rentabilité : la recherche publique sous-financée, la recherche privée orientée uniquement vers la production rentable, la destruction des services de santé. Le capitalisme et sa forme mondialisée, la proximité des activités humaines avec la nature sauvage sont les raisons de cette épidémie. Les théories du complot, au contraire, nous empêchent de penser la responsabilité du capitalisme et donc les moyens de combattre ce système effectivement criminel.

Chloé



médias porte-parole du gouvernement n'hésitent pas à s'arranger vis-à-vis de la vérité : voir leurs annonces en début d'épidémie, les explications sur l'inutilité des masques et autre, soi-disant au nom de la science. La méfiance qui existe concer-

A lire, à voir

À la ligne. Feuilletts d'usine de Joseph Ponthus

6,49 € pour la version électronique sur le site de l'éditeur <https://www.editionslatable ronde.fr>

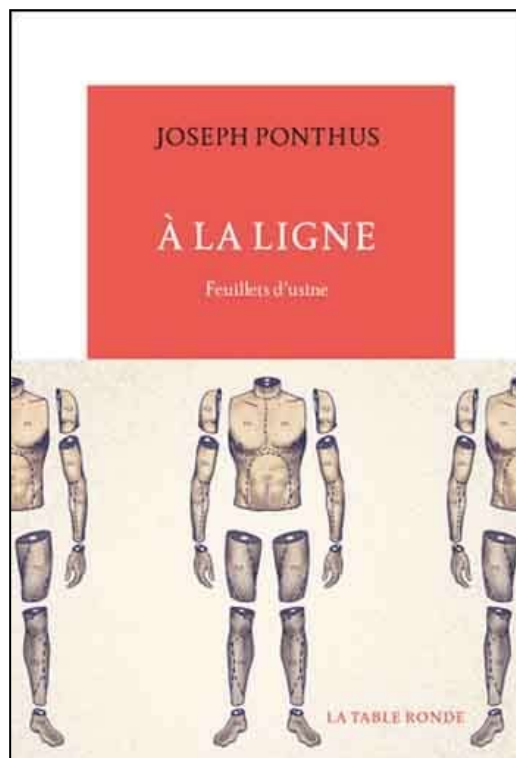
Dans ce récit, un ouvrier intérimaire de Bretagne prend la parole, et c'est une baffe contre l'exploitation.

Publié il y a un an, ce roman décrit un quotidien de lutte incessante pour gagner son salaire : travail posté, gestes répétitifs, fatigue et aliénation, pression des chefs... Description précise aussi des ateliers d'une usine de transformation de poissons et fruits de mer, puis d'un abattoir. Face à la dureté du travail, l'entraide, la camaraderie et l'envie de se révolter... C'est aussi une lutte face aux agences d'intérim, à Pôle emploi, à l'incertitude permanente du lendemain...

Tous les jours, il écrit ces feuilletts, en vers libre un peu comme Prévert, au rythme des cadences infernales. Il écrit pour tenir, exprimer et défendre sa condition, faire partager aussi sa passion de la littérature et de la chanson présentes tout au long du récit.

L'auteur était travailleur social, au chômage à la suite d'un déménagement. Intérimaire sans expérience, les agences l'avaient envoyé dans l'agro-alimentaire. Quand son livre a été publié, le patron de l'abattoir l'a renvoyé...

F.M.



Pour nous contacter, contribuer à ce bulletin : anticapitalistes@npa33.org - 07 83 64 43 49

www.npa33.org